

Ecrit par le 22 juillet 2024

Touche pas à ma retraite !



Avec les français, il y a deux choses avec lesquelles il ne faut pas plaisanter : la bagnole et les retraites. Pour ces dernières, et depuis 30 ans, nombres de gouvernements en ont fait les frais. 1995, 2003, 2010 et 2019 auront été marqués par d'importants mouvements sociaux refusant des réformes de notre système retraite. La forte mobilisation du 19 janvier dernier s'inscrit dans le même mouvement. Alors, pourquoi un tel entêtement de l'exécutif ? N'y-a-t-il pas d'autres dossiers plus urgents à traiter, qui de surcroît répondent d'avantage aux vraies attentes des français ? La liste est malheureusement longue...

Cela n'étonnera personne si on affirme qu'une part importante (pour ne pas dire majoritaire) des français ont un travail qui ne les intéresse pas ou peu. Ils « s'y collent » d'abord pour avoir les moyens de vivre et pour pouvoir ensuite profiter d'une future deuxième vie.

Le travail n'a plus, aujourd'hui, la même valeur qu'auparavant. En 1990, 60% des français considéraient le travail comme très important, ce taux est tombé, en 2022, à 24% (source Fondation Jean Jaurès). De la même manière, une majorité de nos citoyens souhaite avoir plus de temps pour eux plutôt que de gagner plus d'argent. Les crises successives, que nous traversons maintenant depuis 3 ans, ne peuvent que conforter l'idée « qu'il faut profiter aujourd'hui de la vie, car on ne sait pas ce que demain nous réserve ».

Alors, comment voulez-vous que les seniors acceptent de travailler plus longtemps alors qu'une part importante des actifs souhaitent travailler moins ? On nage totalement à contre-courant.

Ecrit par le 22 juillet 2024

La colère des français va bien au-delà d'un désaccord sur le report de l'âge de la retraite.

Il faut être sourd ou atteint de cécité pour ne pas comprendre que la colère des français va bien au-delà d'un « simple » désaccord sur le report de l'âge de la retraite. Les difficultés, les incertitudes, les mécontentements, ont été jusqu'alors contenus, hier par la crise sanitaire, aujourd'hui par les incidences économiques de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Pas certain que la lassitude et la résignation soient éternelles. Cette colère silencieuse est également nourrie par un sentiment d'injustice sociale ressenti par un nombre croissant de nos concitoyens. « La crise, ce n'est pas pour tout le monde ! ».

Peut-on réellement imposer une réforme refusée par 70 % des français ?

Face à cela, la volonté présidentielle est sourde et inflexible, sûre de son fait et de ses arguments (purement comptables). Elle est aujourd'hui prisonnière de son propre orgueil. Reculer reviendrait à démissionner et mettrait en péril son autorité. Le risque politique est trop important. Mais peut-on réellement imposer une réforme refusée par 70 % des français ? Peut-on gouverner longtemps dans un pays où la colère est la seule chose qui puisse unir ses concitoyens ?

En 1930, le très influent économiste anglais Keynes, imaginait le monde en 2030. Et il voyait un temps d'abondance, de richesse, et de travail automatisé. Un temps où l'on ne travaillerait que 15 heures par semaine. Mais il ajoutait : « Il n'est point de pays ni de nation qui puisse, je pense, voir venir l'âge de l'abondance et de l'oisiveté sans craindre. Car nous avons été entraînés pendant trop longtemps à faire effort et non à jouir. »

Ce bon vieux Keynes - qui en matière économique était loin de toujours faire l'unanimité- oubliait qu'après l'effort doit nécessairement venir le réconfort. Trois siècles plus tôt Montaigne disait déjà

du repos (on ne parlait pas à l'époque de retraite) : « c'est assez vécu pour autrui, vivons pour nous au moins ce bout de vie ».

Pauvreté des retraités : la France (un peu) mieux lotie que ses voisins

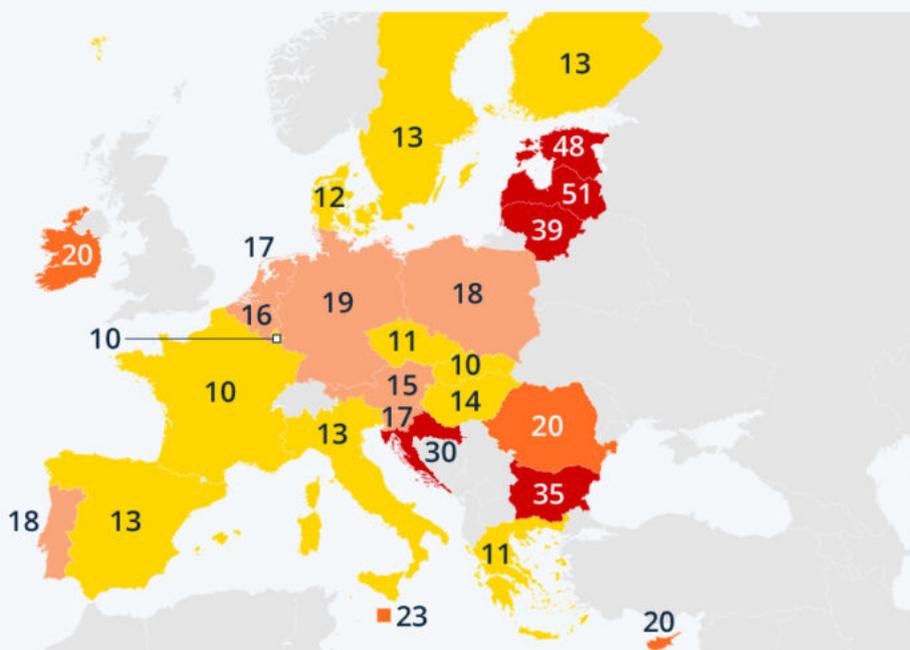
Ecrit par le 22 juillet 2024

La pauvreté menace 16 % des retraités en Europe

Pourcentage des retraités dont le revenu se situe en-dessous du seuil de risque de pauvreté en 2021 *

- > 25 %
- 20-24 %
- 15-19 %
- 10-14 %

Moyenne  UE-27
16 %



Valeurs arrondies. Sélection des pays de l'UE-27 (Slovaquie : donnée de 2020).

* Seuil de risque de pauvreté :

60 % du revenu disponible médian national après transferts sociaux.

Source : Eurostat



statista 

De la Lituanie au Luxembourg, en passant par la France, les pensions de retraite s'échelonnent de 250 à plus de 2 000 euros dans l'Union européenne. Mais au delà de ces données brutes et en tenant compte des écarts du coût de la vie, la pauvreté menace en moyenne 16 % des [retraités européens](#) selon [Eurostat](#). Ce taux correspond plus précisément à la proportion de retraités dont les revenus se situent en-dessous du seuil de risque de pauvreté, c'est-à-dire inférieurs à 60 % du revenu disponible national

Ecrit par le 22 juillet 2024

médian après prise en compte des transferts sociaux.

Comme le met en avant notre carte, les retraités de certains pays d'Europe sont beaucoup plus menacés que d'autres par la précarité économique. La situation est particulièrement préoccupante dans les pays baltes, où la part de retraités « à risque de pauvreté » atteint voire dépasse 40 %. En Allemagne, environ 20 % des retraités sont menacés par la précarité, soit un chiffre supérieur de 4 points à la moyenne de l'UE. Pour compléter leurs revenus, il est estimé que [11 %](#) des retraités allemands (65-74 ans) sont obligés d'exercer un emploi, bien souvent des petits boulots.

Avec environ 10 % de retraités qui touchent moins de 60 % du revenu médian disponible, la France affiche l'un des taux les plus bas d'Europe, juste derrière la Slovaquie (9,6 %) et le Luxembourg (9,5 %). Même si de fortes disparités existent à l'échelle nationale (en fonction du sexe, des régions,...), cette statistique suggère que [système de retraite français](#) protège relativement efficacement les personnes âgées contre la précarité.

[De Tristan Gaudiaut pour Statista](#)